



D'un monde à l'autre

*Que peut l'Europe
face à la crise ?*

Henri Nallet

avec la collaboration de Clément Abélamine

D'un monde à l'autre

Que peut l'Europe face à la crise ?

Henri Nallet

avec la collaboration de Clément Abélamine

SOMMAIRE

Introduction	5
L'ouverture d'une ère de tensions	8
Une crise aux racines politiques	9
Au-delà d'une crise économique : la fin d'un modèle de développement	13
L'absence de bonne solution à court terme et la prorogation des déséquilibres	19
Les risques et les instabilités	24
Vers une « démondialisation » chaotique ?	26
Le risque de l'impuissance européenne	36
Un pilotage des réponses européennes affaibli par l'effacement des médiateurs communautaires	37
Une « politisation » difficile de l'Europe	42
Un équilibre franco-allemand problématique	47

Henri Nallet est vice-président de la Fondation Jean-Jaurès et vice-président de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) ; ancien Garde des Sceaux et ministre de la Justice, ancien ministre de l'Agriculture, ancien vice-président du Parti des socialistes européens.

Clément Abélamine est diplomate et enseignant en relations internationales.

Vers un nouveau monde ?	51
Traiter l'urgence en mobilisant les politiques nationales ...	52
Préserver nos intérêts dans un monde changeant	60
Favoriser les coopérations et manier les outils de la puissance	66
Oublier les traités et imaginer de nouvelles coopérations	72
Un nouveau modèle de développement ?	79
 Conclusion	 84

INTRODUCTION

Au fur et à mesure que les mauvaises nouvelles s'accroissent (plans de licenciement, baisses répétées des cours boursiers, accroissement des déficits publics), les discours explicatifs sur la crise et sa sortie se multiplient. Tout a sans doute déjà été dit... Mais peut-être n'a-t-on pas encore assez insisté sur un point : au-delà de la crise économique et financière que nous traversons, c'est notre modèle de développement qui chancelle. La crise met à jour les liens entre économie, environnement, social, énergie, approvisionnement alimentaire, et s'attaque à tous ces domaines à la fois. Le monde que nous connaissons en Europe bascule, celui de l'après-guerre, de la reconstruction, de l'État providence, de la société salariale ; puis celui de la déréglementation, de la fin de l'industrie,

de la remise en cause de l'État, de l'hyper-financiarisation, de la dictature de la rentabilité trimestrielle ; de la précarité croissante enfin, des inégalités montantes et de la cohésion sociale qui se délite.

Ce monde-là était malade depuis longtemps. La crise le pousse peut-être encore un peu plus loin sur le chemin de son extinction. Mais quelle est la suite ? Les tendances sont connues : réseaux, réinvention de l'espace, des transports, développement durable, industries de l'environnement, de l'énergie et des nanotechnologies. Mais aussi course aux matières premières, tensions sur les approvisionnements, crises alimentaires probables, déséquilibres démographiques, conséquences encore mal appréciées du réchauffement climatique. Tout cela sur fond de reconfigurations sociales dans les pays développés, de recherche de nouvelles cohésions, de focalisation probable sur les inégalités, peut-être de crispations nationalistes.

Le monde qui vient sera donc bien différent de celui que nous connaissons. Mais, dans ce moment charnière et

exceptionnel que nous traversons, les calendriers institutionnels demeurent, même s'ils sont recouverts par d'autres événements, comme la marée montante dissimule des rochers toujours présents... Ainsi, dans quelques semaines, les Européens voteront pour désigner leurs députés. Ce nouveau parlement pèsera sur le choix du président de la Commission, sur la manière dont les institutions européennes traiteront de la crise et envisageront les voies d'une sortie et d'une reconstruction. Et, comme dans toutes les périodes de transition, les orientations prises maintenant influenceront notre avenir pendant de longues années. D'où l'importance de s'interroger sur ce que peuvent et veulent les Européens face aux enjeux du moment. Les institutions européennes sont capables d'impulser, de coordonner, de réguler dans certains domaines. Mais les compétences limitées et difficilement extensibles de l'Union telle qu'elle existe, ses lenteurs, ses divisions, les cristallisations qui s'y réalisent, ne peuvent être facilement surmontées dans un moment où la réactivité est décisive. Il faudra peut-être dès lors imaginer d'autres types de coopération et d'intégration éventuelles

comme points d'appui pour reconstruire et transformer nos sociétés.

On voudrait, sur ces sujets, éviter les incantations (l'Europe et toujours plus d'intégration européenne comme seules réponses à la crise) et les découragements (l'impossible coordination à vingt-sept, la tentation de s'abandonner aux forces de la régulation spontanée ou de se focaliser sur des politiques trop exclusivement nationales là où il faut voir plus grand). Nous tenterons plutôt d'éclairer au mieux les enjeux, les réponses possibles, l'état réel des forces dans l'espace où nous pouvons dire quelque chose à l'occasion de ces élections.

L'OUVERTURE D'UNE ÈRE DE TENSIONS

La crise ouvre une ère de tensions. Ce qui semblait marcher ne marche plus et ce qui paraissait vrai se révèle faux. Le mouvement d'inversion des signes est si massif que les responsables politiques ont parfois du mal à prendre

la mesure des changements et, malgré des déclarations volontaristes, les transformations profondes pourraient se faire dans un contexte de tensions, si ce n'est de chaos. Même si, jusqu'à présent, rien d'irréparable n'a été commis, le pilotage politique de la période sera décisif. Car la crise a une dimension politique indiscutable.

Une crise aux racines politiques

Tout a déjà été dit sur les origines de la crise : la croyance en une croissance à crédit infinie, l'accumulation de la dette à un rythme inconnu en temps de paix, la politique monétaire laxiste, l'exigence collectivement absurde (mais individuellement rationnelle) d'hyperrentabilité, la stérilisation de l'épargne à long terme qu'engendre une telle course au profit. Il faut aussi mentionner la stagnation du pouvoir d'achat des salariés, l'augmentation des inégalités, le décalage entre les aspirations à consommer et des revenus stagnants ne laissant d'autre choix que de s'endetter, les normes comptables et l'innovation financière ajoutant de l'instabilité.

Tout cela est vrai, mais ne doit pas masquer la responsabilité politique, plus ou moins diffuse et plus ou moins consciente, qui a laissé éclore les germes de la crise. Ces germes ont pu prospérer à cause de deux déséquilibres majeurs. Le premier est le déséquilibre de plus en plus important, de plus en plus incontrôlé, entre la sphère financière et l'économie réelle, entre les exigences des *hedge funds* et les résultats des entreprises, entre les revenus du travail et l'enrichissement dément de quelques-uns¹. Le second déséquilibre s'apparente à une situation de surproduction, les inégalités et les compressions salariales à l'œuvre depuis des années ayant peu à peu empêché de distribuer assez de revenus pour consommer ce que le monde produisait². La répartition géographique de ce phénomène est assez nette : certains pays surproduisent (la Chine notamment), d'autres surconsomment (les États-Unis en premier lieu). Pour ne pas rendre cette situation trop explosive tant d'un côté (en empêchant de

1. Cf. Lionel Jospin, « La crise financière, retour au réel », *Le Débat*, janvier-février 2009.

2. Cf. notamment Michel Rocard, « La crise sonne le glas de l'ultralibéralisme », *Le Monde*, 2-3 novembre 2008 : le salarié est aujourd'hui « trop pauvre pour soutenir l'activité ».

vendre) que de l'autre (en empêchant d'acheter), et puisque l'innovation financière le permettait et en dissimulait les risques, on a stimulé artificiellement la demande, en repoussant toujours plus loin les limites de l'endettement. La surproduction a ainsi pu être absorbée et une croissance forte maintenue, mais au prix de déséquilibres accrus. De jour en jour, nous avons vécu dans un monde reposant sur des bases économiques de plus en plus artificielles.

La crise actuelle est donc bien davantage le résultat de décisions, ou d'absence de décisions politiques, que d'une malfaçon financière qui aurait échappé à tous les contrôles d'autorités pusillanimes. La crise n'est que le point où tout cela est devenu intenable, où il a suffi d'une aiguille pour faire exploser la baudruche trop gonflée. Le coup a été porté par quelques ménages incapables de rembourser leurs crédits subprimes. Il n'était dès lors plus temps de s'indigner de l'existence même de ces crédits faciles et fragiles : le monde entier en avait largement profité. Sans eux, la demande américaine n'aurait jamais

pu se développer comme elle l'a fait³, la croissance mondiale aurait été moins forte, la Chine n'aurait pas bénéficié d'un marché aussi grand pour vendre ses jouets, l'Allemagne ses machines-outils et la France ses Airbus. En un sens, ces dernières années ont été le théâtre d'un gigantesque transfert de richesses du futur vers le présent, transfert permis par la dérégulation financière, que tout le monde avait acceptée et dont on louait même les conséquences. La responsabilité de la situation actuelle est éminemment politique, et éminemment partagée, même si l'hyperpuissance américaine en a été à la fois le principal mécanicien et l'imprudent artificier. On peut souhaiter que personne ne perde la mémoire, moins d'ailleurs pour rappeler aux uns et aux autres leur part de responsabilité, que pour prendre la mesure du « chemin d'inconscience » sur lequel nous étions collectivement engagés et, aujourd'hui, de « la part de notre sens commun qui est en défaut⁴ ».

3. Certains analystes estiment que, sans ces crédits subprimes, la croissance américaine des dernières années n'aurait pas dépassé 1% par an.

4. Paul Thibaud, « La crise que cache la crise », *Le Débat*, janvier-février 2009 : « L'état des choses que l'on voit vaciller a donc, pour se mettre en place, trouvé en nous, dans nos mentalités, des points d'appui. C'est une part de notre sens commun qui est en défaut. »

Au-delà d'une crise économique : la fin d'un modèle de développement

Cette crise, pour nous Européens, survient après de nombreuses remises en cause de notre modèle de société et de développement, lequel a été forgé en réponse à la crise de 1929 et à la Seconde Guerre mondiale à partir de gains de productivité largement affectés aux salaires, d'un haut niveau de demande et d'une redistribution par la puissance publique assurant à tous une protection sociale réelle. Ces années-là constituaient « le triomphe de l'idée de régulation économique et sociale. Le terrain était propice aux économistes développementalistes et keynésiens, alliés aux élites modernisatrices. Le social était considéré comme le complément indispensable de l'économique, tandis que la capacité de planification et d'intervention de l'État était parée de toutes les vertus. La déclaration de Philadelphie (1944) redéfinissant les objectifs de l'Organisation internationale du travail proclamait : "L'homme n'est pas une marchandise"⁵. »

5. François-Xavier Merrien, « L'État-providence », Paris, PUF, 1997.

Nos modèles sociaux ne sont donc pas des générations spontanées apparues accidentellement : tout le contexte d'alors poussait en ce sens.

Dès les années 1980 pourtant, une première remise en cause profonde de ce « consensus de Philadelphie » est intervenue sous l'influence des idées néolibérales. La globalisation fut utilisée comme levier pour justifier la supériorité du marché en tant que régulateur général et confiner l'État et la politique sociale dans une place résiduelle jusqu'à formuler un nouveau paradigme. John Williamson a en effet parlé en 1990 de « consensus de Washington », pour désigner un renversement complet par rapport à la période précédente. Ce nouveau consensus met l'accent sur « les effets pervers des activités régulatrices et redistributives. Le principe de responsabilité individuelle est rappelé, l'acteur n'est plus une victime qu'il faut protéger, mais un être rationnel et responsable. [...] Le marché est le meilleur mécanisme d'allocation de richesses. [...] Le social n'est plus considéré que comme un appendice de l'économie et un filet de protection⁶. »

6. *Ibid.*

Une telle inversion des idées ébranla fortement nos systèmes sociaux. La crise conduira peut-être à réexaminer cette doxa. Mais elle met en lumière une autre menace pour nos modèles de développement, tout aussi grave, et probablement indépassable, celle-là : le changement complet de l'environnement qui avait permis l'éclosion de ceux-ci, sur les plans humain, démographique, énergétique, écologique.

Ces économies sociales avaient en effet été rendues possibles par le contexte d'alors : forte croissance démographique, énergie bon marché, absence de préoccupations environnementales, besoins massifs de reconstruction et de rééquipement, et évidemment très faible niveau de compétition mondiale. Les « émergents » n'existaient pas, et ne pouvaient donc pas faire peser de menace sur les économies occidentales. L'Europe concentrait ses forces sur sa reconstruction avec l'aide massive des États-Unis qui dominaient le monde. Il ne reste plus rien de cet environnement aujourd'hui : la population vieillit, voire diminue (même si la France est moins touchée que d'autres pays),

l'énergie est désormais chère et les tensions de plus en plus importantes autour de son approvisionnement, les sociétés occidentales sont déjà repues de consommation, les contraintes environnementales font peser des risques majeurs sur l'avenir du monde, et l'Europe de l'Est, la Chine, l'Inde, le Brésil ont rejoint le monde capitaliste occidental, faisant passer la capacité de travail mondial de 1,5 à 3 milliards de travailleurs, avec des salaires bien inférieurs. Plus jamais les Européens de l'Ouest ne vivront dans un monde aussi peu compétitif pour eux et avec une pression internationale aussi faible que lors des Trente Glorieuses, plus jamais nos sociétés n'auront aussi peu de contraintes énergétiques et environnementales à prendre en compte. C'est là vraiment, pour nos économies, la fin d'un modèle de développement, un point de basculement social, économique, énergétique, écologique, que nous percevons dans l'angoisse et la souffrance, faute d'avoir pu l'anticiper.

Nous sommes même parvenus à un point de basculement dans notre approvisionnement alimentaire, que

nous pensions à l'abri de toute menace. Les émeutes de la faim de l'année 2008 ont ainsi mis en lumière la très forte interdépendance entre pays producteurs et pays consommateurs. L'augmentation des prix de certains produits alimentaires de base, due à la conjonction de deux mauvaises récoltes et d'une augmentation de la demande, a incité à la spéculation, rendant les populations pauvres d'Amérique, d'Afrique et d'Asie incapables d'acheter maïs, blé et riz indispensables. La planète a redécouvert, interloquée, la grande volatilité des prix des produits agricoles et, en conséquence, la dépendance de sociétés qui, pour une raison ou une autre (et notamment à cause de la liquidation de leurs agricultures vivrières au profit de cultures de rente – occasion d'acquérir des devises – sous la pression du Fonds monétaire international et de ses plans d'ajustement), n'assurent plus leur propre approvisionnement alimentaire.

Une relation nouvelle et explosive est ainsi apparue clairement, qui unit la demande alimentaire (appelée à doubler dans les trente prochaines années), la consommation

d'énergie destinée à améliorer la productivité agricole sur des surfaces de terre limitées et décroissantes, les atteintes à l'environnement par émission de CO², l'épuisement des réserves d'eau potable et la destruction de la biodiversité⁷. À mesure que les connaissances s'affinent sur ces interrelations, les prévisions deviennent plus pessimistes. Rajendra Pachauri, président du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat et prix Nobel de la paix, affirme qu'« il existe une crise plus grave que la crise économique⁸ ». Venant en quelque sorte élargir la crise générale de l'économie, ces tensions constituent un risque d'affrontement majeur au terme de quelques années – cinq ans, dix ans... – si rien de global n'est entrepris sans tarder. Actuellement, nos sociétés sont engagées dans un processus lent de suicide écologique par épuisement des ressources environnementales sur lesquelles elles vivent. Il faut certes parer au plus pressé, colmater les brèches, relancer la machine, mais aussi en profiter pour reconsidérer ce qu'elle produit et comment elle s'y prend.

7. Cf. Erik Orsenna, *L'Avenir de l'eau*, Fayard, 2008.

8. Rajendra Pachauri, « Le plus noir des scénarios climatique se profile », *Le Monde*, 14 mars 2009.

Sinon, au mieux, cela repartira comme avant, juste un ou deux crans en dessous, en attendant de nouvelles cassures.

L'absence de bonne solution à court terme et la prorogation des déséquilibres

Or, jusqu'à présent, il faut bien reconnaître que toutes ces questions ne sont pas encore traitées. Les dirigeants actuels, pressés par l'urgence, se partagent entre répondre à la crise financière (en retirant les actifs toxiques des bilans, en définissant de nouveaux ratios prudentiels, en éliminant les paradis fiscaux, en mettant en place des mécanismes de surveillance) et contrecarrer la chute brutale de la demande mondiale (par des plans de relance massifs).

Les deux sont évidemment nécessaires, même si les priorités ne sont pas toujours partagées. La récente réunion du G20 à Londres a toutefois montré qu'au-delà de ces priorités divergentes (les pays anglo-saxons et quelques émergents privilégient la relance, quitte à relativiser l'urgence qui s'attache à la régulation, alors que les

Européens – hors Royaume-Uni – mettent davantage l'accent sur la régulation), de réelles dispositions à la coopération persistent, pour le moment encore⁹...

Mais qu'en attendre ? De telles initiatives, si elles peuvent assurer un redémarrage de l'économie à court terme, ne constituent pas une solution de long terme. Sur le plan de la régulation d'abord, certains engagements auront peut-être du mal à se traduire en actes. Les quelques pays, dont la France, qui ont jusque-là porté l'agenda régulateur, ont pu le faire avancer en profitant d'une part d'une relative faiblesse de l'administration américaine (qui ne se met que progressivement en place et se consacre prioritairement à la gestion de la crise aux États-Unis), d'autre part de la persistance du prudent effacement des acteurs financiers qui s'accompagne d'une forte pression sur ceux-ci pour aboutir à un affichage politique de modération. Mais toutes ces démonstrations risquent de faire long feu. L'intérêt bien compris des États, qui ont largement profité de la dérégulation pour implanter

9. Cf. Dominique Strauss-Kahn : « Le succès du G20 constitue un élément de retour de la confiance », *Le Figaro*, 6 avril 2009.

des places financières puissantes dans leurs pays (la City et Wall Street), la priorité donnée à la relance, les forces dérégulatrices, momentanément affaiblies mais qui n'ont pas disparu, tout cela pourrait bien *in fine* empêcher la déclinai-son concrète de ce qui a été acté lors des grands sommets car elle pourrait bien limiter tous ces intérêts financiers. Déjà au G20 la pression exercée sur les paradis fiscaux s'est révélée minime (les listes ne contenaient ni les îles anglo-normandes, ni Macao, ni Hongkong, ni certaines places aux États-Unis, ni les protégés de ceux-ci) et guère durable : trois jours après, il n'y avait plus personne sur la liste noire ! Même entre Européens rien n'est acquis : la réunion des ministres des Finances suivant immédiatement le G20 n'a pas pu adopter les propositions de supervision financière mises au point par une commission spécialement désignée à cet effet. Comme le notait déjà Hubert Védrine, « la bataille de la régulation » a commencé¹⁰. Mais elle est loin encore d'être gagnée.

10. Hubert Védrine, *Le Monde*, 6 novembre 2008 : « Alors, tout le monde serait brusquement converti à la régulation et personne, aucun pays ne serait contre ? Bien sûr que non. Derrière l'apparente quasi-unanimité actuelle, les forces idéologiques, politiques, économiques et financières de dérégulation, qui ont imposé leur ligne depuis trente ans et sont actuellement sur la défensive, n'ont pas désarmé. Dès que l'on va aborder le détail des mesures, des désaccords vont se faire jour entre les gouvernements sur le rythme, la sévérité, les modalités des nouvelles règles. »

Sur le plan du rééquilibrage des économies également, ces initiatives risquent fort de ne pas déboucher sur une nouvelle donne durable. La relance de la demande mondiale dépend en effet largement des seuls États-Unis : si, depuis le début de la crise, la dette américaine n'a connu aucun problème de financement (le dollar reste un actif tellement recherché que le Trésor américain peut se payer le luxe d'émettre des obligations à 0 % et de trouver malgré tout preneur¹¹ !), ce n'est pas le cas pour les autres pays, notamment européens. L'Islande a ainsi explosé, l'Espagne, l'Autriche et la Belgique ont dû reporter des émissions d'obligations d'État pour éviter de les payer trop cher, par deux fois l'Allemagne n'a pas trouvé suffisamment d'acheteurs pour ses emprunts, la Grèce a vu sa crédibilité budgétaire se dégrader fortement, le Royaume-Uni souffre et doute... Quant aux plans de relance des pays émergents, et notamment de la Chine, ils ne

11. Début décembre 2008, le Trésor américain a ainsi adjugé 36 milliards de dollars de bons à 29 jours au taux de 0,04 %. Cinq jours plus tard, il émettait 27 milliards de dollars de bons à trois mois avec un taux d'intérêt de 0,005 %, puis deux jours après empruntait 30 milliards de dollars à 28 jours, sans aucun intérêt... Lors de cette dernière adjudication, la demande était encore quatre fois supérieure à l'offre.

peuvent pas créer à court terme une alternative au consommateur américain : la faible consommation chinoise actuelle découle de la nécessité d'épargner de façon importante pour financer une protection sociale individuelle. Mettre en place un système public de protection sociale en Chine soulève de tels problèmes que cela ne se fera pas le temps d'un plan de relance. Les exhortations des États-Unis à l'attention des autres pays à en faire plus pour relancer l'économie, et les irritations perceptibles des Américains face au sentiment d'être de plus en plus seuls face à cette tâche, ne sont donc pas près de cesser. Et pourtant, la relance de la demande mondiale par les seuls États-Unis ou presque n'a pour effet que de prolonger les déséquilibres, en restaurant vaille que vaille un partage mondial entre, grossièrement, des pays qui produisent beaucoup sans vraiment consommer, donc qui épargnent, et des pays qui consomment beaucoup sans vraiment produire, donc qui s'endettent grâce à l'argent des premiers. Tout changer pour que rien ne change. L'excédent courant américain continuera alors à se dégrader, comme il le fait depuis quarante ans

(chaque année, les Américains consomment plus qu'ils ne gagnent), les plans de relance pourraient s'enchaîner pour maintenir l'économie à flot, sans probablement que l'on puisse augmenter suffisamment la production pour empêcher le chômage de continuer à progresser et la croissance de rester faible.

La voie sur laquelle nous sommes engagés n'est donc qu'un expédient et, aussi coopérative et indispensable à court terme qu'elle soit, elle ne constitue pas le commencement d'un nouveau modèle économique. Sans compter que cet expédient comporte en lui-même de nombreux risques.

Les risques et les instabilités

Ces risques sont d'abord d'ordre fonctionnel : les plans de relance peuvent ne pas marcher. Leur efficacité réelle est toujours incertaine. Les dépenses directes, type infrastructures, peuvent demander des délais très longs de réalisation. Les aides aux ménages sont délicates à

calibrer pour s'assurer que l'argent injecté est bien dépensé et non pas épargné. Ensuite, ces plans de relance pourraient se révéler insuffisants, malgré les sommets qu'ils atteignent. Paul Krugman, prix Nobel d'économie progressiste très écouté en ce moment dans l'opinion publique américaine, estimait à 2 000 milliards de dollars la chute de la demande américaine. Les plans de relance se chiffrent actuellement, et c'est déjà énorme, à 825 milliards de dollars. Or, même en escomptant un effet de levier, il pourrait bien encore manquer la moitié de l'effort pour ressusciter la totalité de la demande. Si ces relances ne donnent pas les résultats escomptés, quelles seront les réactions des populations les plus touchées, des politiques, des élites ?

Ces tensions peuvent par ailleurs et à tout moment être aggravées par des instabilités financières, et notamment la possibilité que se crée une bulle sur la dette publique. Le comportement des marchés financiers, par nature spéculatif sinon contraire aux lois élémentaires de l'économie (lorsque le prix augmente, la demande peut

aussi augmenter poussée par des perspectives de gain ; inversement, lorsque le prix diminue, la demande peut également diminuer), pourrait rendre le financement de la dette de plus en plus risqué. Que se passera-t-il si les États voient le coût de leur dette exploser ? La Réserve fédérale (Fed) pare à ce risque en faisant marcher la planche à billets (via le rachat de bons du Trésor). Pour combien de temps, avec quels risques à moyen terme ? On peut redouter un risque monétaire du type des crises localisées que nous avons connues dans la période précédente (au Mexique, au Japon, en Russie, en Asie, en Argentine), mais cette fois-ci à l'échelle de la planète. L'accident majeur étant bien sûr l'effondrement du dollar. On a bien du mal à imaginer ce qui se passerait alors...

Vers une « démondialisation » chaotique ?

Dernier risque enfin, celui d'une « démondialisation » anarchique et non coordonnée. Les États-Unis ne pourront pas supporter très longtemps un déficit budgétaire de plus de 10 % du PIB. Et si, après deux ou trois années

de déficit gigantesque, ils connaissent encore un chômage important, une croissance faible, de nouvelles délocalisations et des conditions de vie qui ne s'améliorent pas, l'incroyable capacité d'apaisement de Barack Obama pourrait bien ne pas suffire, surtout à l'approche de nouvelles élections. Et les électeurs américains pourraient exiger que la demande américaine soit réservée aux productions nationales plutôt que d'aller soutenir l'emploi dans le reste du monde... Les États-Unis risqueraient alors une crise politique en sus d'une crise économique, et le gouvernement américain n'aurait probablement pas d'autre choix que de donner des gages à ses électeurs. Plusieurs éléments pourraient ainsi se combiner pour inciter les politiques à surréagir de façon non coordonnée et plus ou moins agressive. La presse anglo-saxonne abonde déjà en articles s'alarmant d'un risque de « démondialisation »¹², pointant un commerce mondial en chute libre (peut-être moins 10 % en 2009) et des tensions qui commencent à naître un peu partout.

12. Cf. par exemple Gideon Rachman, « *When Globalisation Goes Into Reverse* », *Financial Times*, 3 février 2009.

Ne nous trompons toutefois pas de menace. Les risques que comporterait un tel phénomène résident moins dans les éventuelles reconfigurations des flux de capitaux ou du commerce mondial que dans la manière dont elles s'opéreront. De telles reconfigurations n'ont, en soi, rien de dramatique, et même les éditorialistes libéraux reconnaissent que l'on n'a plus guère le choix aujourd'hui qu'« entre une économie mondiale mieux équilibrée ou la désintégration générale¹³ ». Or, à quoi pourrait ressembler une économie mondiale plus équilibrée ? Outre la réintégration de la sphère financière à sa juste place, une des priorités à relativement court terme est de rééquilibrer la demande mondiale, ce qui implique notamment que les émergents sortent de ces stratégies de croissance fondées quasi exclusivement sur les exportations, stratégies qui ont contribué à créer les déséquilibres commerciaux et financiers que l'on connaît. Cela nécessitera des

13. Martin Wolf dans le *Financial Times*, 7 janvier 2009 : « Bienvenue en 2009. Au cours de cette nouvelle année sera scellé, peut-être pour plusieurs générations, le sort de l'économie mondiale. Certains espèrent que nous serons en mesure de rétablir la croissance économique mondiale déséquilibrée de la décennie actuelle. Cet espoir est vain. Notre seul choix est de déterminer ce qui va la remplacer. Il s'agira de choisir entre une économie mondiale mieux équilibrée ou la désintégration générale. »

changements considérables dans les structures productives de ces économies, dont le résultat actuel est le fruit de quarante ans d'industrialisation tournée très largement vers la demande extérieure. De nombreux pays asiatiques semblent avoir conscience de la nécessité de ce tournant, dont la Chine qui a entrepris depuis quelques années de « consolider » ses capacités économiques et sociales (c'est-à-dire de dépendre moins des exportations, de produire peu à peu autre chose que des articles bon marché et de commencer à penser aux pénuries d'énergie et à la raréfaction des ressources), en s'appuyant notamment sur l'innovation et l'écologie. Reste qu'un tel rééquilibrage comporte de nombreux risques politiques, puisqu'il s'agit rien de moins que de favoriser l'élargissement de la classe moyenne. Seule celle-ci en effet serait à même de constituer le socle d'une nouvelle demande intérieure ; mais elle pourrait aussi entraîner avec elle des revendications politiques délicates à gérer, notamment pour la bureaucratie chinoise. Ce rééquilibrage n'est pas non plus exempt de risques pour les pays occidentaux : la réorientation des gigantesques réserves de change de ces pays

vers l'accroissement de la consommation pourrait assécher le financement des économies développées, et notamment de leur dette publique. Les États-Unis sont à ce titre assez schizophrènes, demandant à la Chine de prendre le relais d'une partie de la demande mondiale tout en envoyant Hillary Clinton s'assurer que Pékin ne va pas diminuer ses achats de bons du Trésor... Il faudra en fait gérer les deux en même temps : un désendettement progressif des États-Unis couplé à une augmentation de la demande chinoise, ce qui nécessitera une coopération étroite et constante qui n'est pas acquise.

Ces stratégies de rééquilibrage de la demande pourraient se consolider à travers une plus grande intégration régionale des pays émergents. Si l'on ajoute à cela le renforcement probable des coopérations financières régionales (à l'instar de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon qui discutent de la création d'un Fonds monétaire asiatique, version régionale du Fonds monétaire international) et la prise en compte, qui adviendra bien un jour ou l'autre, du vrai coût écologique des transports à travers le globe (ou,

sur un mode proche, des propositions du type de celles de Daniel Cohen de limiter le libre-échange par des critères environnementaux¹⁴), il n'est pas impossible que, *in fine*, un nouvel équilibre économique global se crée autour de quelques grands blocs. Le monde sortirait alors d'un modèle de division globale du travail tel que décrit par Vilfredo Pareto au XIX^e siècle et mis en œuvre sans relâche depuis par les grandes puissances économiques, pour s'orienter vers un modèle plus proche de « l'économie-monde » décrite par Fernand Braudel, juxtaposition de « morceaux de la planète économiquement autonomes, capables pour l'essentiel de se suffire à eux-mêmes et auxquels les liaisons et les échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique¹⁵ ». L'économie mondiale se

14. Daniel Cohen, *Le Monde*, 7 février 2009 : « Autant le protectionnisme aggraverait la crise s'il était appliqué au cœur de la récession, autant je trouve légitime la réflexion sur l'organisation du commerce mondial. [...] Ainsi les questions environnementales doivent-elles être liées aux questions commerciales. Il est nécessaire de débattre des moyens de protéger les pays qui veulent lutter contre le réchauffement climatique et qui risquent d'être handicapés par cet effort face à des pays moins précautionneux. Même chose dans le domaine social : il convient de protéger les pays qui appliquent les règles édictées par le Bureau international du travail pour les travailleurs contre ceux qui ne les respectent pas. Le commerce mondial est un bien public qui a besoin de règles et de dérogations décidées en commun, et cela n'a rien à voir avec le protectionnisme unilatéral. »

15. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. 3. Le Temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979.

trouverait ainsi structurée autour de quelques grands centres et de périphéries attirées par ces centres. L'Europe pourrait être un de ces centres (le commerce entre pays européens représente déjà plus de 70 % des échanges commerciaux de l'Union), mais elle devra s'en donner davantage les moyens, notamment en reconsidérant ses relations avec son voisinage. La Turquie, l'Ukraine, tous les pays du pourtour méditerranéen ont des intérêts communs avec l'Union européenne. L'énergie, l'eau, l'agriculture, l'approvisionnement alimentaire... peuvent faire l'objet de coopérations de nature différente, de complémentarités, voire de politiques communes.

Reste que ces changements assez profonds par rapport au processus de mondialisation que l'on a connu jusque-là pourraient ne pas se faire sans heurts : la tentation existera toujours d'actions politiques unilatérales non amicales, visant à ce que, comme au jeu du mistigri, les ajustements en cours et le « partage du fardeau » pèsent plutôt sur les épaules des autres. La Chine est ainsi soupçonnée

d'user de la dévaluation (ou de la non-réévaluation de sa monnaie : le yuan ne se renforce plus depuis près d'un an face au dollar après trois ans d'appréciation continue) pour maintenir ses exportations à bas prix et continuer à inonder le marché mondial. Les tentatives du gouvernement chinois pour réorienter une partie de ses plans de relance vers le financement d'entreprises exportatrices particulièrement touchées par la chute de la demande américaine provoquent pareillement quelques crispations aux États-Unis. Plusieurs responsables ont ainsi dénoncé des pratiques qui se feraient « au détriment des travailleurs américains », expliquant qu'ils ne laisseraient pas Pékin se servir de son plan de relance pour subventionner des industries chinoises en compétition avec d'autres aux États-Unis. Les déclarations du nouveau secrétaire d'État au Trésor Timothy Geithner quelques semaines plus tard (« La Chine manipule sa devise ») ont fait monter la tension entre les deux pays, de même que l'application par les autorités américaines de droits de douane de plus de 30 % sur plusieurs produits en acier chinois, ou encore la clause *Buy American* que la Congrès a failli insérer

dans son plan de relance. Par sagesse, Barack Obama s'y est opposé... La dégradation des situations économiques et sociales, les déstabilisations internes que cela pourrait produire, pourraient entraîner la multiplication de ce genre de friction. Les agences de renseignements américaines ne s'y sont d'ailleurs pas trompées, qui considèrent aujourd'hui les risques de tensions dues à l'évolution chaotique de la situation économique mondiale comme la principale menace immédiate pour les États-Unis, devant les risques plus traditionnels, notamment terroristes¹⁶.

Sommes-nous donc inexorablement poussés vers une guerre commerciale et financière ? Pas encore. Pour l'instant, les uns et les autres ne perdent pas de vue qu'ils ont plus à perdre dans l'affrontement que dans la coopération.

16. « *Worldwide threat assessment* », le dernier rapport des agences de renseignements américaines, affirme ainsi que « la principale menace immédiate sur la sécurité des États-Unis est la crise économique globale et ses implications géopolitiques ». Newsweek note par ailleurs que la CIA a décidé d'ajouter à son briefing présidentiel quotidien concernant les menaces pesant sur les États-Unis, un briefing particulier sur les risques de déstabilisation et de conflits qui pourraient découler de l'évolution de la situation économique. Cf. Newsweek, « *There's a world of trouble out there* », 9 mars 2009.

Barack Obama envoie Hillary Clinton en Chine pour tenter de maintenir, sans le dire, la réalité de ce G2 que Zbigniew Brzezinski évoquait récemment à Pékin¹⁷. De fait, les interdépendances sont trop fortes pour que le risque d'une vraie guerre commerciale ou d'un conflit sur les taux de change puisse être endossé consciemment par l'un ou l'autre des acteurs. La réunion du G20 à Londres a mis en scène cette « sagesse ». Mais chacun cherchera malgré tout à pousser son avantage. Les transformations à venir pourraient donc ouvrir une période politique instable et potentiellement risquée, d'autant plus que les incertitudes psychologiques et les risques de dérapage ne peuvent jamais être écartés. À cela s'ajoutent toujours les risques environnementaux, énergétiques et alimentaires, pouvant déclencher de nouvelles crises et de nouvelles tensions à tout instant, et interagir fortement avec les situations économiques.

17. Cf. tribune de Brzezinski dans le *Financial Times* du 14 janvier 2009, « *The Group of Two That Could Change the World* ».

LE RISQUE DE L'IMPUISSANCE EUROPÉENNE

L'Europe est-elle capable d'agir dans ce monde en crise, de défendre ses intérêts et de poser des jalons pour le futur ? Tout le monde le souhaite, mais rien ne l'indique, et le risque de l'impuissance européenne est réel. Il peut paraître paradoxal de pointer un tel danger, alors que l'épisode de la présidence française de l'Union européenne et la forte réactivité face à la gestion des diverses crises semblent au contraire avoir esquissé ce que pourrait être une Europe plus sûre d'elle-même, assumant un rôle politique et usant de son influence, ce qu'elle a semblé continuer à faire lors des sommets du G20.

Et pourtant, durant la présidence française de l'Union les accrochages ont été nombreux, et rien ne permet d'affirmer que la période que nous vivons parviendra à fertiliser durablement l'avenir de l'UE, malgré les louanges que les médias français ont généreusement adressées à notre intrépide président et quoi qu'en dira la droite lors de la campagne européenne. Structurellement, les pays

européens cherchent encore les équilibres de l'Union européenne, et la présidence française ne les a pas forcément consolidés. Faute de trouver les moyens d'un pilotage politique durable, les Européens pourraient bien se révéler incapables de réagir de façon coordonnée et suffisamment forte face aux crises multiples que le monde traverse.

Un pilotage des réponses européennes affaibli par l'effacement des médiateurs communautaires

L'Union européenne est, par essence, intergouvernementale. Mais la construction européenne a eu pour particularité de ne pas laisser les États seuls dans les négociations à mener et dans les décisions à prendre, en leur adjoignant de puissants médiateurs, institutions proprement européennes chargées de préparer, de débayer, de proposer, d'expertiser, d'impulser, bref de dégager les intérêts européens communs plutôt que de laisser les discussions se perdre dans l'affrontement d'intérêts que personne n'est capable de concilier. C'est notamment le travail

fondamental de la Commission européenne que de faire apparaître en toute occasion cet intérêt commun.

Or la Commission est absente depuis quelques années. Cette absence a été particulièrement frappante lors de la présidence française. Face à l'effondrement de la demande mondiale, elle est restée dans un premier temps complètement atone : il a fallu que les États bousculent le rythme, que le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne annoncent des mesures budgétaires nationales pour qu'elle sorte de sa léthargie et se mette à son tour à promouvoir l'idée d'un plan de relance. Cela a été vrai aussi sur d'autres sujets : alors que la crise russo-géorgienne éclatait et que Nicolas Sarkozy se précipitait à Moscou pour négocier un accord, les institutions européennes ont été muettes durant près de trois semaines. Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso n'a pas jugé utile d'écourter ses vacances et n'est réapparu que fin août. Hors situation de crise, l'institution semble tout aussi endormie : la commissaire à l'Agriculture Mariann Fischer Boel s'avère incapable

depuis des mois d'articuler un discours cohérent face à la crise alimentaire et se contente d'une litanie de mesures diverses qui ne sont pas à la hauteur des enjeux. Dans le meilleur des cas, la Commission obtempère, mais elle n'impulse plus rien.

Les raisons immédiates de cet affaiblissement ont été abondamment développées : question de personnes (manque de sens et de courage politique de Barroso – comme le pointe Pervenche Berès, « plutôt que d'être la sève communautaire, il a théorisé le rôle de la Commission comme une feuille morte baladée au gré des désirs du Conseil¹⁸ ») ; conflits entre commissaires ; problèmes fonctionnels plus classiques : cloisonnement bureaucratique, lenteur dans la prise de décision, démobilitation des fonctionnaires européens, contrôles tatillons et paralysants. On peut ajouter un certain aveuglement idéologique de commissaires appartenant tous à la génération postreaganienne de la dérégulation généralisée.

18. Pervenche Berès, « L'Europe dans un angle mort », *Le Monde*, 14 novembre 2008.

De ce fait, ils comprennent mal ce qui se passe et encore moins ce qu'il faudrait faire.

Tout cela est vrai, mais masque un changement plus profond du rôle de la Commission européenne, en germe depuis longtemps : l'affaiblissement du collège en tant qu'organe politique. Lors de l'époque Kohl-Mitterrand-Delors, érigée en modèle du bon fonctionnement de l'UE, l'influence déterminante de la Commission provenait moins de son statut (elle n'a jamais été l'égal des États, et le président de la Commission n'a jamais été considéré comme un chef d'État ou de gouvernement) que de l'activisme de Jacques Delors, de ses rencontres incessantes avec de nombreux acteurs concernés, de sa connaissance des dossiers, de son implication permanente. Dans l'Union d'alors, plus resserrée, la Commission pouvait être un interlocuteur politique crédible, écouté. Elle pouvait limiter les ordres du jour, orienter les discussions, favoriser les prises de décision. Elle pouvait, avec un peu d'ambition et de tempérament, trouver son rôle d'aiguillon dans un cadre intergouvernemental. Mais, dans l'Union actuelle, à vingt-sept, bientôt

trente, avec des agendas aussi divers, chargés, techniques, contradictoires, une évolution naturelle se produit, hors questions de personnes ou d'idéologie, vers un organe de type « agence » à l'anglo-saxonne, sorte de prestataire multicarte de services d'expertise de haut niveau et, comme le reconnaît José Manuel Barroso lui-même, simple « facilitateur », mais plus constructeur.

On paie peut-être là le prix d'un élargissement à marche forcée et de l'épuisement de la « méthode Monnet » : l'Union dans ses formes et ses modalités actuelles atteint peut-être des limites indépassables. Et l'opportunité des compromis annoncés en vue d'apaiser l'opinion irlandaise pourrait bien ne rien arranger. Assurer à l'Irlande qu'elle conservera un commissaire pour veiller à ses intérêts revient à reconnaître que la Commission ne représente plus les intérêts de la Communauté mais est devenue un des forums où s'expriment les intérêts nationaux. Cela revient à admettre que les commissaires ne sont plus que les porte-parole d'États membres incapables de dégager un intérêt général auxquels on aurait simplement confié

la responsabilité de segments de bureaucratie européenne. C'est un faux scoop dans les faits, mais le reconnaître officiellement ne pourra qu'affaiblir encore cette institution, et durablement, en l'empêchant de trouver une place politique autonome à côté des États.

L'affaiblissement des médiateurs traditionnels laisse ainsi les États de plus en plus seuls pour faire fonctionner l'Europe. La présidence française a cru pouvoir pallier cet affaiblissement en « politisant » les débats au niveau des chefs d'État et de gouvernement, quitte à bousculer parfois violemment certaines habitudes. Mais la pérennité de ce mode de fonctionnement semble bien incertaine.

Une « politisation » difficile de l'Europe

Il faut reconnaître que la brutale « politisation » des institutions européennes par la présidence française a entraîné certains espoirs. Les conseils européens menés tambour battant, dominés par la recherche de résultats concrets et opposables aux opinions publiques, une

incarnation de la présidence, le fait de placer chacun face à ses responsabilités politiques publiques, tout cela a pu paraître prometteur. De fait, durant ces six mois, tout a été négocié directement sur un plan politique, le plus souvent au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Le nombre de sommets intergouvernementaux a battu tous les records : alors que le rythme de croisière est de deux sommets européens par semestre, lors de ces six mois, deux sommets formels, deux sommets informels, un sommet de la zone euro et un sommet des pays européens du G8 ont été convoqués. C'est beaucoup, et c'est probablement ce qu'il fallait pour que face à l'urgence de la situation les chefs d'État et de gouvernement se réapproprient quelque peu l'Europe. Après des années de train-train ennuyeux et d'affaiblissement des capacités de négociation des Européens, on a eu le sentiment que l'Europe existait... C'est le mérite de cette présidence d'avoir su imposer à l'Union un rythme qu'elle ne se croyait pas capable de soutenir.

Mais le début de politisation des institutions provoque aussi bien des tensions et soulève de nombreuses

questions, laissant planer un doute sur sa durabilité. En fait, presque tous les États ont affiché à la fois une volonté de franchir un nouveau cap politique (au moins dans les discours, et peut-être forcés par les nécessités de la crise, mais c'est une tendance nette) et de fortes réticences envers ce que cela veut dire. C'est ce qu'a parfaitement incarné Nicolas Sarkozy : en s'autoproclamant « président de l'Europe », il a souvent décidé seul, sans consultation, affirmé des choix tranchés, politisés les débats puis obligé les autres à se positionner ensuite – en fait le plus souvent à approuver une décision déjà empaquetée. C'est l'exact contraire de l'esprit communautaire qui avait prévalu jusque-là, esprit collégial, avec le consensus pour valeur cardinale, la recherche constante de la conciliation, le lent établissement de compromis acceptables pour tous, quitte à aboutir souvent à des consensus mous, compliqués et peu audibles pour l'opinion.

Les réticences provoquées par ce mode de fonctionnement à la cravache tiennent largement à la question des centres de pouvoir : dans une Europe politisée, qui doit

prendre l'initiative ? La seule présidence du Conseil ? N'importe quel État qui le souhaite ? L'annonce de la France, avant même la fin de sa présidence, qu'elle « n'abandonnera pas » le terrain européen, manière de préempter les présidences suivantes (« C'est aux grands pays de prendre des initiatives [...]. Ils n'ont pas plus de droits, mais ils ont plus de responsabilités »), avait provoqué une réaction violente de la part des Tchèques et des Suédois, de même que le ballon d'essai lancé à propos de la présidence de l'Eurogroupe avait conduit à une intervention pincée de Jean-Claude Juncker, le président luxembourgeois de l'Eurogroupe. En fait, il ne faut pas grand-chose pour que ressurgissent chez beaucoup de nos partenaires européens la crainte jamais totalement enfouie d'un « directoire des grands » et la hantise de l'arrogance française. La méthode communautaire avait pour effet de protéger les petits pays et de leur accorder un certain nombre de facilités. Travailler en mode intergouvernemental politisé favorise au contraire les grands pays, davantage en mesure d'imposer leur rythme et leurs positions. Force est de constater que le remplacement

d'institutions consensuelles par des acteurs politiques reste perçu comme un facteur d'insécurité et d'imprévisibilité par nombre d'États membres qui refusent le choix entre être écarté des décisions ou se retrouver dans une posture d'opposition publique et frontale inconfortable.

Il n'est donc pas certain que l'animation politique de l'Union européenne telle que la présidence française l'a pratiquée, en poussant et forçant ses partenaires, soit durable. Si l'effet de surprise et la vitesse d'exécution ont pu jouer, ils n'impressionnent plus. L'opposition de principe à des initiatives lancées à la hussarde s'organise, et ce, d'autant plus facilement qu'il n'y a plus de secrétaire d'État en permanence à Bruxelles pour tenter de fluidifier les bousculades du président de la République. Et parmi les opposants les plus fermes à cette méthode figure l'Allemagne. Contrainte de se positionner à l'improviste, elle semble dire dorénavant et par principe non, quitte à revenir éventuellement sur son opposition. C'est d'abord sur cette relation qu'il faut travailler pour tenter de retrouver les moyens d'un pilotage politique efficace de l'Union.

Un équilibre franco-allemand problématique

L'Allemagne a en effet été le principal opposant, frontal et public, à diverses initiatives françaises durant la présidence de Nicolas Sarkozy, de l'Union pour la Méditerranée aux premiers plans de relance. Certains voudraient ne pas s'en inquiéter outre mesure : cette attitude serait due en partie à des raisons internes et conjoncturelles – une coalition délicate, des élections imminentes, l'orthodoxie budgétaire érigée en gage de stabilité politique. Les désaccords franco-allemands ont par ailleurs toujours existé, et n'ont jamais vraiment gêné la construction communautaire. Ce serait toutefois une erreur de réduire ces désaccords à une normalité banale et acceptable, à des fâcheries de vieux couple. La présidence française a au contraire révélé une crise et une défiance franco-allemande profondes.

En premier lieu, jamais les désaccords n'avaient été rendus publics à ce point. Ils se traitaient habituellement par des contacts continus entre cabinets, pas à coups

d'interpellations publiques et de déclarations de presse interposées... C'est la première fois que la défiance entre les deux pays sur le fonctionnement de l'Union atteint un tel niveau d'opposition ouverte. C'est sans doute un effet de la manière française trop dirigiste de mener l'Europe, et une manifestation de la méconnaissance de l'Allemagne par les équipes élyséennes : ce pays n'aime pas être réduit au rôle de suiveur.

Mais, au-delà des questions de personne ou de style, ces désaccords expriment une évolution structurelle plus lourde, aux sources plus profondes. Elles tiennent au fait que l'Allemagne s'affirme à nouveau comme un État qui n'a plus peur de défendre ses intérêts nationaux. Déjà, lors des très dures négociations de Nice en 2000, les Allemands ont constamment et fermement défendu leurs intérêts ; jusqu'à la satisfaction, lors de la Convention pour l'avenir de l'Europe, de leur demande de calcul des droits de vote en proportion de la population, rompant ainsi l'équilibre originel entre la France et l'Allemagne. La vérité oblige à dire que les responsables français ont alors

accepté sans broncher cette rupture du pacte fondamental, confirmée ensuite par le traité de Lisbonne sans plus d'opposition. Cette fermeté allemande s'est manifestée depuis dans toutes les négociations institutionnelles.

Tout cela augure mal de la façon dont pourront être gérées en commun les questions politiques les plus délicates. Cela oblige à se pencher sur la question sous-jacente de la coexistence de deux grands États qui revendiquent dorénavant tous deux à leur manière un rôle de leader en Europe. La France, qui pense avoir retrouvé dans l'Union un rôle moteur après une période d'affaiblissement ouverte par le non au référendum de 2005, croit plus que jamais, comme l'affirmait déjà Georges Pompidou en son temps, qu'elle « doit jouer le rôle de l'Europe » (et non pas un rôle en Europe). L'Allemagne, quant à elle, n'est plus disposée à sacrifier ses intérêts au nom de l'entente européenne et compte bien utiliser les moyens de sa puissance retrouvée. L'équilibre implicite que décrivait Henry Kissinger (« En Europe, la France cherche sa réincarnation, l'Allemagne sa rédemption »)

n'existe plus. Les deux pays cherchent maintenant dans l'Europe un prolongement de leurs intérêts, au prix s'il le faut d'alliances entre États membres pour obtenir satisfaction. Comme le résume Jacques-Pierre Gougeon, analyste reconnu des réalités allemandes, « c'est bien la question non réglée du leadership en Europe qui pèse sur la relation franco-allemande, de manière lancinante depuis l'unification et de manière accrue depuis l'élargissement¹⁹ ».

Or aucune décision importante ne peut être prise contre un des deux pays. Il ne suffira donc pas d'apaiser ou de recoller les morceaux. La tâche va bien au-delà : elle consiste à retrouver des modalités d'existence et d'affirmation conjointe. Dans ce contexte, les tentatives françaises de rapprochement franco-britannique font plutôt figure de stratégie de contournement. Il est illusoire d'espérer fuir le problème, et il faudra travailler plus que jamais avec l'Allemagne. Une chose est sûre toutefois,

19. Jacques-Pierre Gougeon, « La présidence française ou le divorce franco-allemand », *Le Monde*, 18 décembre 2008.

« rudoyer durablement le principal partenaire n'est pas le meilleur moyen de s'en faire un ami pour demain²⁰ ». Le président français l'a peut-être compris, au point de donner à voir lors de la préparation de la réunion du G20 ce qui se voulait un front franco-allemand uni. La convergence d'intérêts favorisait toutefois cette unité. Reste à observer ce qu'il en restera lorsqu'il s'agira de mettre en œuvre, en Europe même, les orientations du G20. Sans même parler de l'animation politique de l'Union européenne pour la promotion de réponses de long terme à la crise actuelle. Là plus encore que dans la gestion courante des affaires de l'Union, il n'existe pas d'autre choix que l'accord entre les volontés allemande et française.

VERS UN NOUVEAU MONDE ?

Si la crise est bien cette rupture que nous avons décrite, l'issue ne consiste pas en un simple replâtrage de plus de la

20. *Ibid.*

sphère financière ni en la seule relance de la consommation. On devra aller au-delà et répondre progressivement à l'ensemble des déséquilibres dont souffre le monde ; même s'il faut, nécessairement, commencer par traiter l'urgence, ne serait-ce que pour ne pas reconstruire sur des ruines.

Traiter l'urgence en mobilisant les politiques nationales

L'urgence, c'est de faire en sorte que l'activité reste suffisante pour maintenir le plus d'emplois possible et assurer des revenus qui financent la consommation nécessaire à la marche de l'économie. C'est évidemment incroyablement compliqué, et cet enjeu sera probablement au cœur de la campagne européenne. Mais il serait dangereux de demander à « l'Europe », à l'occasion des élections à venir, d'apporter des solutions aux problèmes des États membres. Elle ne le peut pas. Les capacités communautaires actuelles sont fortement limitées face aux besoins immédiats. L'absence de budget propre d'une part, les divergences entre États membres d'autre part (dues entre autres à des

modèles économiques différents d'un pays à l'autre – croissance tirée par l'exportation en Allemagne, par les ménages et la dépense publique en France, par la construction en Espagne, par la finance jusqu'à récemment au Royaume-Uni...) rendent illusoire toute politique commune réactive et intégrée. Le plan de relance « européen » annoncé à la fin de l'année dernière, après que chaque pays eut lancé le sien, a parfaitement illustré cette limite, en mettant en lumière la faiblesse des capacités européennes. L'Union européenne dispose en effet de très peu de moyens propres (moins de 10 % des budgets mobilisés – 15 milliards sur un plan annoncé de 200 milliards) et se trouve surtout quasi incapable d'impulser des choix clairs, d'encadrer les plans nationaux, de favoriser le rapprochement entre des divergences de fond. L'impossibilité d'une solution supranationale est devenue évidente : les États restent dans l'immédiat les seuls acteurs capables d'agir face à la crise, les attentes dépassant largement les capacités de Bruxelles.

Ne demandons pas non plus à l'Europe de se donner, par un miracle institutionnel, les moyens d'en faire beaucoup

plus. Le référendum irlandais a rappelé un fait politique têtue : le scepticisme croissant des peuples sur davantage d'intégration. Une limite a été atteinte, que l'on avait bien constatée en 2005 au moment des référendums et que l'on a un peu oubliée depuis : il est peu probable que l'on puisse aller plus loin dans l'intégration communautaire, du moins à moyen terme. Pour engager de nouvelles politiques sur des secteurs qui appartiennent au domaine régalien de l'État ou qui touchent aux équilibres fondamentaux (les politiques sociales ou les modèles économiques), il faudrait que cela réponde à un besoin de politique exprimé et ressenti comme tel. Il n'existe actuellement rien de comparable qui soit partagé par l'ensemble des opinions européennes. Et prétendre contourner ces résistances de manière technique, en déléguant des compétences de plus en plus importantes à des institutions de nature technique, espérant ainsi créer une « solidarité de fait » qui engendrerait une solidarité politique, ne marche plus. La complicité entre États membres, ciment de la méthode Monnet, n'existe plus et, plus grave encore, les peuples n'en veulent plus.

Il est toutefois vraisemblable que, à l'approche des élections, et notamment si un nouveau référendum irlandais devait se tenir – qui est loin d'être gagné –, les tenants d'une surenchère institutionnelle qui attendent le texte providentiel pour résoudre tous les problèmes, affirmeront que la seule façon de répondre à la crise est de ratifier d'urgence le traité de Lisbonne, et s'il le faut de s'atteler après cette ratification à de nouvelles dispositions. Tout, au contraire, ces derniers mois sinon ces dernières années, a montré que ce ne sont pas les questions institutionnelles qui sont centrales, mais les questions politiques. L'Union a pu être réactive et montrer du volontarisme sous l'empire du traité de Nice, comme elle aurait pu agir, pour peu que la volonté politique la porte, avec le traité de Maastricht ou le traité d'Amsterdam. La réponse économique s'est organisée autour d'institutions *ad hoc* ou inexistantes dans les traités (G4, Eurogroupe), à l'exception notable de la Banque centrale européenne (BCE). De même, la réaction commune face à la Russie ne doit pas grand-chose aux instruments de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Qu'aurait

apporté le traité de Lisbonne dans toutes ces crises ? Peut-être un environnement institutionnel un peu plus souple, mais certainement pas une garantie de succès qui permettrait de pallier en toutes circonstances le manque de volonté politique. L'important est moins d'écrire formellement l'Europe dans un traité que de trouver les moyens de dépasser politiquement, au cas par cas, les divergences entre États membres.

Laissons donc le débat institutionnel aux orfèvres en la matière et évitons le piège d'ériger la ratification du traité de Lisbonne en enjeu primordial. Ce n'est pas le sujet, et cela pourrait bien n'aboutir qu'à éloigner encore les électeurs de l'Union en renforçant l'image (fausse peut-être, mais profondément ancrée, donc devenue un fait politique) des institutions bruxelloises comme monstre bureaucratique sans âme et sans autre but que celui de grossir encore et toujours. Si ce traité est mort et que l'on n'est pas capable de le ressusciter sans faire de vagues, il sera toujours temps de faire fonctionner l'Europe comme on le souhaite grâce à des accords politiques, ou de recycler

quelques principes de fonctionnement utiles (les règles d'élection ou la présidence stable, par exemple) dans le prochain traité d'adhésion. En attendant, il appartiendra aux États de trouver une répartition équitable de l'austérité parmi les populations, de s'assurer que les filets de sécurité fonctionnent, de veiller à ce que l'équité ne paraisse pas définitivement brisée.

Cette tâche s'annonce particulièrement rude tant les perspectives sont sombres. Le chômage s'envole et les filets de protection de l'État-providence (assurance chômage, prestations sociales...), censés amortir les effets de la crise, sont peut-être en plus mauvais état qu'on ne le croit²¹. La flexibilisation à outrance du marché du travail, les franchises médicales et autres compressions des prestations sociales sont passées par là. L'intéressement, qui est devenu une part importante de nombreux salaires, s'effondre. Le contrecoup, tant économique (baisse de la

21. Même Bercy (du côté des études statistiques, pas du côté politique) publie des études montrant que leur efficacité est limitée, sinon quasiment nulle à court terme. Cf. Raphaël Espinoza, « Les stabilisateurs automatiques en France », *Économie et Prévisions*, n° 117, DGTPE, 2007.

consommation et appauvrissement) que social, en plongeant dans l'insécurité des millions de personnes, pourrait être considérable. Les manifestations sporadiques devant les usines qui ferment sont un premier signal, de même que le développement de la crise sur le terrain moral. Les sommes engagées dépassent l'entendement. Les milliards qui paraissent gracieusement donnés à des actionnaires ou des banquiers fautifs alors que tout se délite créent une tension palpable, et la colère n'est jamais loin, sur le thème « la crise c'est eux, pourquoi c'est nous qui payons ? ». La préservation du tissu social est donc essentielle pour contrebalancer des désillusions et des anxiétés collectives déstabilisantes, pour ne pas dire socialement destructrices.

Il faudra donc repenser les protections sociales, réparer en urgence les trous dans les filets afin d'éviter que des groupes de population ne tombent réellement dans la misère, activer les solidarités. Si l'on veut continuer à financer ces politiques sociales sans faire exploser le coût des dettes déjà colossales des États ni risquer de provoquer

trop d'inflation, il n'y aura probablement pas d'autre choix que d'augmenter les impôts. Autant que cette pression fiscale soit la plus juste possible, et notamment qu'elle repose sur ceux qui ont beaucoup reçu pendant la crise, par le moyen de taxations ou de redistributions temporaires. Il y aurait de quoi : entre 1998 et 2005, alors que 90 % des ménages ont vu leurs revenus progresser de moins de 5 % sur la période (soit une progression des revenus d'à peine plus de 0,5 % par an...), les 1 % les plus riches ont vu les leurs progresser de près de 20 %, et pour les 0,01 % les plus riches exploser de plus de 40 %²² ! Franklin D. Roosevelt avait bien financé son New Deal et sa politique sociale en faisant passer en quelques années le taux marginal d'imposition des revenus de 25 % à 91 %, un niveau maintenu jusqu'en 1965, sans pour autant casser l'incitation à produire plus de richesses... Mais il est vrai qu'à l'époque les phénomènes d'évasion fiscale étaient bien moins développés, que celle-ci était moins

22. Cf. Camille Landais, *Les Hauts Revenus en France (1998-2006). Une explosion des inégalités ?*, École d'économie de Paris, juin 2007.

facile et que n'importe quel gouvernement aujourd'hui qui serait tenté par des méthodes trop drastiques risquerait de s'y brûler les ailes. Un équilibre doit pourtant pouvoir être trouvé, un discours être tenu sur ce thème. La gauche devrait s'en saisir, tant cela concerne les modalités mêmes du vivre ensemble. Une partie de la droite commence déjà à se poser la question.

Préserver nos intérêts dans un monde changeant

Au-delà de l'urgence, nous devons aussi sauvegarder certains de nos intérêts économiques majeurs hors de toute illusion. Il serait notamment vain de croire que nous pourrions indéfiniment conserver notre puissance économique à l'abri de quelques niches de haute technologie. Tout ce que nous réalisons actuellement dans les domaines les plus pointus pourra à terme (dans cinq ans, dans dix ans) être fait par des Chinois, des Indiens, des Brésiliens, d'autres encore... La part des dépenses intérieures de recherche et développement dans le PIB chinois a doublé entre 2000 et 2005, alors que celles des États-Unis, du Japon et de l'UE

régressaient. Aujourd'hui, plus de 40 % des étudiants dans le monde se trouvent en Asie, et la Chine réunit déjà presque autant de chercheurs (1,1 million) que l'Europe (1,3 million) ou les États-Unis (1,4 million). Il en découle nécessairement des conséquences industrielles : le quatrième plus grand fabricant d'avions au monde est un constructeur aéronautique brésilien (Embraer) ; le cinquième fournisseur d'éoliennes au monde est une compagnie indienne (Suzlon) ; la banque chinoise ICBC (Industrial and Commercial Bank of China) compte plus de 170 millions de clients ; China Mobile réunit plus de 300 millions d'abonnés et en espère 6 millions de plus par mois²³... Ces géants nationaux, même s'ils sont parfois encore peu implantés à l'international, disposent d'une surface financière leur permettant un développement accéléré sur des marchés nouveaux.

Il est donc essentiel de consolider la capacité de l'Europe à développer les économies du futur sur son sol. Ces

23. Cf. l'étude d'Ernst & Young, *Mondialisation 2.0 : Pays émergents, entreprises émergées*, 2008, Paris.

économies passeront probablement, après l'hypertrophie du secteur financier, par un renouveau de l'industrie autour des quelques grands secteurs touchant à l'environnement et à la recherche. Les pays européens ne doivent pas laisser passer cette occasion : s'ils ne favorisent pas le développement de ces nouvelles industries sur leur sol, d'autres le feront chez eux²⁴. Nous ne pouvons pas nous contenter d'un avenir qui se borne à une économie de services non délocalisables, de tourisme, de luxe et autres illusions de cette mode des sociétés postindustrielles. L'Europe doit rester un site de production industrielle, et continuer à exporter ses savoirs et ses innovations.

La dangereuse faiblesse de notre tissu industriel (trop centré sur l'aéronautique et sur quelques grandes industries) est le résultat de trente ans de discours taxant d'archaïques les volontés de penser les contours d'une politique industrielle d'avenir, et affirmant que seuls les

24. Cf. par exemple sur le plan environnemental, « *The greenest Nation: A laggard no longer, America could soon out-innovate Europe and Japan* », *Newsweek*, 2 mars 2009.

services seront désormais source de valeur ajoutée. C'était évidemment infiniment réducteur, et il est aujourd'hui nécessaire de recréer un tissu exportateur (si possible pas exclusivement national), notamment en favorisant les nouvelles PME dynamiques et innovantes qui ne sont pas assez nombreuses. Cela nécessite une véritable action politique : ce tissu industriel n'éclora pas comme une génération spontanée, le marché ne le fabriquera pas avec sa seule main invisible. Les « pôles de compétitivité », qui permettent de développer les secteurs au carrefour de l'éducation, de la recherche, de l'innovation et des infrastructures, constituent un socle sur lequel nous pouvons nous appuyer. Il faudrait étendre l'envergure de ce concept et multiplier les réalisations. Ce peut être là le point de départ de la révolution verte qui s'annonce.

Mais il faudra aussi, au niveau européen, créer les nouveaux Airbus, les nouvelles Ariane, les nouveaux Galileo de demain, dans les domaines de l'énergie propre, des nanotechnologies, de l'exploration de l'espace, du confinement du CO². L'idée d'un grand emprunt européen

pour financer la recherche et le développement d'une nouvelle politique industrielle doit être portée. La France et l'Allemagne, qui représentent une part importante de l'industrie européenne, ont ici encore un rôle majeur à jouer, si elles parviennent à s'entendre et à engager des politiques communes bien comprises. Il est à ce titre fort regrettable que les Européens ne se soient pas mis d'accord pour un plan commun et généralisé d'aide massive au secteur automobile, sous condition de réorientation. C'était en effet là un premier terrain de conversion écologique, et tout poussait en ce sens : une crise profonde de modèle reconstruite par tous, une fragilité économique qui obligeait les constructeurs à accepter des contraintes qu'ils auraient rejetées en d'autres temps, une puissance publique en position de force. Et pourtant, on ne semble pas avoir perçu nettement l'importance des enjeux. Là encore, si l'Europe n'est pas capable d'offrir un cadre de coopération efficace et réactif, il faudra forger d'autres types de coopération ou d'intégration. Encore faudrait-il que l'intelligence politique soit présente. L'annonce récente de la rupture de Siemens d'avec Areva au profit du russe Rosatom est à ce titre un

cinglant échec dans ce qui aurait pu constituer un début de politique énergétique de l'Union européenne, à travers la constitution d'un pilier franco-allemand conduisant l'ensemble du cycle nucléaire. La responsabilité de cet échec incombe notamment aux autorités françaises, qui ont donné l'impression de préférer un hypothétique conglomérat français autour de Bouygues et d'Alstom plutôt qu'une coopération européenne, renforçant la défiance de l'Allemagne. Une occasion importante de faire les concessions nécessaires pour démarrer une coopération énergétique a ainsi été manquée.

Mais nos intérêts ne se limitent pas à ces enjeux économiques et industriels. Nous avons aussi des intérêts environnementaux et énergétiques : comment assurer notre sécurité alimentaire, notre accès à l'énergie, comment gérer la raréfaction des ressources et de la concurrence face à la pénurie ? De même, nous avons de puissants intérêts agricoles autour desquels s'est bâtie la principale politique commune de l'Union. Il faut prendre conscience de la position stratégique qu'elle pourrait nous

offrir dans les années à venir, lorsqu'il faudra nourrir 8 milliards d'humains et que les surfaces arables se seront réduites sous l'effet de l'urbanisation et du réchauffement climatique... Plutôt que de sanctuariser ce secteur, et de provoquer blocages et tensions, nous devons engager l'Europe dans une réforme de la Politique agricole commune très ambitieuse, chercher à sauvegarder toutes nos capacités de production et encourager de nouvelles méthodes plus respectueuses des écosystèmes et de la biodiversité.

Favoriser les coopérations et manier les outils de la puissance

Comment préserver ces intérêts ? En maniant intelligemment les coopérations internationales et les outils de la puissance. Force est de constater que l'Europe a encore du mal à se positionner dans le dialogue mondial. L'arrivée des émergents reste essentiellement vue comme une nouvelle concurrence prédatrice qui ne respecte pas les normes sociales les plus élémentaires, qui tient peu compte de l'avenir des ressources de la planète, qui joue

avec la monnaie, qui s'affranchit du respect de la propriété intellectuelle. Tout cela n'est pas faux, mais un catalogue de griefs ne constitue pas une base solide pour un dialogue. Surtout lorsque ces griefs portent, de fait, sur les caractéristiques mêmes de pays en phase de décollage : comment ne pas comprendre que de tels discours peuvent être perçus comme un déni de leur droit au développement ? Alors que ces pays sont souvent en prise avec un nationalisme de plus en plus fort qui fait aisément porter à l'étranger la responsabilité de tout frein à leur ascension promise, il s'agit d'un jeu inutile et dangereux.

Il faut en réalité que nous opérions la même révolution intellectuelle sur les sujets économiques que sur le plan politique : l'Occident n'est plus le seul maître et le grand ordonnateur de l'économie mondiale, d'autres forces sont à l'œuvre qui tentent de façonner le monde à leur façon, et la manière de réagir des Occidentaux face à cette perte de monopole constituera sans doute la clé de l'évolution des rapports mondiaux. Continuer à s'accrocher à une ingénuité

et une naïveté économiques, et prêcher encore et toujours, en bon élève, des litanies auxquelles plus personne ne croit, ou au contraire refuser viscéralement toute remise en cause, contester la légitimité de ces nouveaux entrants et leurs manières de faire, tenter de s'ériger en législateur mondial pour imposer unilatéralement des choix, tout cela ne peut pas marcher, et risque même de pousser l'Occident à la marginalisation. Comme l'écrivait Hubert Védrine dans son rapport au président de la République sur la mondialisation, « une régulation de la mondialisation est dans notre intérêt. Mais nous ne pouvons pas l'imposer. Nous devons inlassablement rechercher des alliés, organisation après organisation, d'abord en Europe puis ailleurs, pour constituer des majorités changeantes, domaine par domaine, y compris chez les émergents. C'est l'esprit même du multilatéralisme. » Il nous faut inventer ce nouveau monde avec le Brésil, l'Inde, la Chine, la Russie... Pas contre eux, plus sans eux.

Pour cela, l'Europe doit être capable de se penser comme une puissance. Ce ne sera pas simple. Jusque-là, les

Européens ont certes plutôt réussi à s'insérer dans le dialogue global, à la faveur de la transition du pouvoir aux États-Unis et du démarrage de la nouvelle administration (notamment en définissant un ordre du jour et en portant quelques propositions au G20). Mais rien ne leur garantit qu'à l'avenir les autres protagonistes continueront à prendre les positions européennes en compte si elles ne sont pas fermement défendues. L'Europe n'est guère au cœur des préoccupations américaines ou chinoises : elle n'est pour eux ni un problème ni une solution en soi. Faute de volonté commune ou de capacité à dépasser les dissensions, les Européens pourraient se condamner à constater les termes de l'échange une fois les décisions prises. Joschka Fischer, ancien ministre allemand des Affaires étrangères et fédéraliste convaincu, dès le début de la crise, soulignait le risque que, « une fois la crise passée, les Européens aient perdu de leur importance²⁵ ». Le test adviendra notamment lorsque les discussions

25. Joschka Fischer, « L'Europe et le nouvel ordre mondial », *Le Figaro*, novembre 2008.

deviendront plus rugueuses, ce qu'elles n'ont guère été jusque-là. On peut alors douter que les Européens parviennent à se mettre d'accord et à manier les outils de la puissance pour continuer à faire porter leur voix. Pris dans une orthodoxie idéologique que même les plus grands défenseurs du libre-échange (les États-Unis) n'ont jamais jugé bon d'appliquer intégralement chez eux, les Européens s'affaiblissent eux-mêmes et minent la crédibilité de leurs prises de position en se privant, par principe, de leviers de négociation. En matière commerciale et monétaire, l'Europe est un tigre de papier : ses interlocuteurs majeurs (États-Unis, Chine...) savent qu'elle est dans l'incapacité totale d'user contre eux des instruments qui sont à sa disposition, et qu'elle les réserve à quelques négociations bilatérales avec des États faibles.

Aucune autre région du monde n'agit ainsi. Tous les autres grands acteurs de l'économie considèrent que les tarifs douaniers sont un outil de régulation et une carte de négociation comme une autre, au même titre d'ailleurs que la fixation d'objectifs de taux de change, les stratégies

de désinflation compétitive ou de conquête de marchés extérieurs. Nous ne disons pas que ces stratégies ne sont pas dangereuses (elles peuvent l'être), pas plus que nous n'affirmons qu'elles sont forcément nécessaires, quels que soient les résultats de nos échanges avec nos principaux partenaires (ce serait de l'unilatéralisme agressif). Ce sont des armes, nous devons les utiliser avec réalisme, mais il est incompréhensible de s'en priver pour des raisons dogmatiques. Comme lors de toute négociation importante, des confrontations ne sont pas exclues. Les interdépendances sont certes fortes, et tous les acteurs ont probablement conscience du besoin de coopération pour sortir de la crise. Mais cela ne les empêchera nullement de vouloir tirer le meilleur parti des négociations. Dans ces cas-là, mieux vaut, comme disait Theodore Roosevelt, « parler doucement, mais avec un gros bâton ». Si l'Europe reste inerte, les ajustements risquent de se faire sur son dos, ou sur le dos de biens communs nécessaires à l'ensemble de la planète.

Oublier les traités et imaginer de nouvelles coopérations

Les Européens seront-ils capables d'engager ces actions, de s'insérer dans le dialogue, de poser quelques jalons futurs ? Ce n'est pas certain, et il n'est pas impossible que l'Europe se retrouve dépassée par les événements, incapable de réagir politiquement, qu'elle refuse d'augmenter son budget, se perde dans des procédures à l'unanimité introuvable et des formules consensuelles sans contenu. Il n'est pas impossible que l'on s'aperçoive que les institutions actuelles de l'Union, ses habitudes de fonctionnement et les cristallisations qui s'y réalisent la rendent structurellement peu efficace face aux nouveaux enjeux à venir.

Il faudra alors réfléchir à d'autres formes de coopération entre États, au besoin à d'autres transferts de souveraineté vers des structures adéquates, parallèles à l'UE ou rattachées formellement, lancer de nouvelles initiatives, coopérer autrement. À vingt-sept, bientôt trente, il faudra

affirmer que l'on ne peut plus se contenter d'attendre que tous les pays veuillent bien avancer d'un même pas. Le seul avenir possible, pour ce genre de projet d'envergure, relève de coopérations à géométrie variable permettant d'opérer des regroupements au cas par cas avec les seuls pays intéressés, ce qui nécessite d'imaginer des coopérations multiformes s'affranchissant si nécessaire du cadre communautaire. Ce n'est pas révolutionnaire : le traité de Schengen n'était pas à l'origine un traité communautaire (et il ne s'applique toujours pas à tous ses membres), ce qui n'a pas empêché l'abolition des contrôles aux frontières de devenir un des symboles forts de l'Union. Airbus et Ariane sont le fruit de coopérations hors traités, mais rejaillissent sur l'ensemble de l'Europe. Et si on avait attendu l'accord unanime des États membres pour décider d'une monnaie unique, l'euro n'existerait toujours pas.

L'Europe, pour ses plus grands projets, a souvent avancé ainsi. La Commission européenne s'oppose à cette logique de géométrie variable (de « différenciation », dans son jargon). On la comprend, cela revient à la mettre

partiellement hors jeu, mais par définition même son intégration dans le jeu n'est pas essentielle. Élément plus problématique, l'Allemagne ne veut plus en entendre parler. Les raisons de ce refus ne sont pas claires (ou en tout cas jamais clairement explicitées), peut-être tiennent-elles aux vellétés de l'Allemagne de cultiver une influence auprès des pays d'Europe de l'Est, de s'auto-ériger en leur protecteur et leur porte-parole, ce qui lui interdit bien sûr d'engager des processus européens d'ampleur dont ces derniers ne seraient pas partie prenante.

Un des défis sera donc de trouver des modalités d'action commune sur l'énergie, les infrastructures, l'industrie, la recherche, le développement, etc., toutes vitales pour l'avenir de nos pays, mais actuellement hors de portée de l'unanimité. L'idée d'instituer une Communauté de l'énergie et de la recherche, sur le modèle de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), entre les seuls pays disponibles pour engager des actions communes, opérer les transferts de souveraineté nécessaires, lever les ressources utiles et renforcer les

coopérations politiques sur ces sujets a été évoquée, sous différentes formes et par différentes personnes. Elle se heurte encore à de nombreux obstacles, dont des divergences de vue profondes entre la France et l'Allemagne sur les questions nucléaires et, de plus en plus, des réticences de cette dernière à partager l'avance dont elle commence à bénéficier dans le domaine des énergies renouvelables. Les partis de la gauche européenne pourraient toutefois se saisir de ces questions, en discuter, en déterminer la faisabilité, circonscrire les obstacles, préparer le terrain, mettre en forme un projet, le promouvoir. Jusqu'à ce que quelques États se saisissent politiquement d'un objet rendu théoriquement viable et décident de le mettre en œuvre.

Restera toutefois la question indépassable des stratégies européennes non coopératives, notamment fiscales et sociales. Dans une économie ouverte, le dumping et le chantage à l'évasion économique ou fiscale pèsent et finissent par ruiner, au sens propre comme au figuré, les systèmes nationaux de solidarité. La pression la plus forte qui pèse sur les capacités budgétaires des États (c'est-à-

dire sur le financement des systèmes sociaux et sur les capacités d'intervention publique dans l'économie) provient en effet des stratégies de compétitivité-prix au sein de l'Union européenne, autrement dit de la tentation de certains pays d'élargir leurs parts de marché ou leur base fiscale au détriment des autres. Les dévaluations compétitives n'étant désormais plus possibles à l'intérieur de l'Union, les gouvernements nationaux ont trouvé d'autres moyens : concurrence fiscale, dumping social, modération salariale, allégement des charges. Ces stratégies se durcissent à mesure que l'Europe s'élargit et que la concurrence internationale se renforce.

Cette question lancinante est une véritable épine dans le pied de toute politique sociale. Lors de la dernière grande étape du processus d'intégration qu'a été le passage à la monnaie unique, beaucoup de responsables européens, en tout cas à Paris et à Bruxelles, croyaient que la méthode Monnet ne tarderait pas à démontrer une fois encore sa diabolique efficacité, en suscitant sans attendre un besoin de coordination fiscale et budgétaire que

certain d'entre eux qualifiaient de « gouvernement économique de l'Union ». On sait ce qu'il en a été, au point que l'évocation même de cette coopération logique provoque l'ire de certains États membres. La crise pourrait peut-être faire bouger quelques lignes²⁶, mais elle radicalise aussi des oppositions. Les conclusions du Conseil européen de décembre 2008 indiquent ainsi dans un langage inhabituellement ferme à destination des Irlandais qu'« aucune des dispositions du Traité de Lisbonne ne modifie en quoi que ce soit, pour aucun État membre, l'étendue ou la mise en œuvre des compétences de l'Union dans le domaine fiscal »...

Alors, aujourd'hui, les socialistes peuvent toujours militer pour davantage d'Europe sociale, ils ne doivent pas se faire trop d'illusions : tant les réalités sociales que les rapports de force politiques rendent pour le moins irréaliste les revendications d'un début d'État-providence à

26. En Allemagne, Joschka Fischer soutient ainsi qu'« il n'est pas possible de contourner un "gouvernement économique européen" ou une "coordination européenne" (appelez cela comme vous voulez) » in « L'Europe à reculons », *Le Figaro*, 3 mars 2009.

l'échelle européenne (où nous serions minoritaires sur à peu près tous les sujets, donc avec le risque d'y perdre bien davantage que d'y gagner). La seule revendication réaliste – non qu'elle soit réellement susceptible d'aboutir, mais elle s'inscrit dans un rapport de force politique construit, ou envisageable – consisterait à tenter de construire au sein des gauches européennes un discours commun dénonçant le principe même du dumping social et fiscal, afin de créer un fait politique autour de cette question permettant, par la dénonciation publique, de freiner quelques velléités. Le Parti socialiste a inscrit dans son programme européen son engagement en faveur de « l'harmonisation des fiscalités, à commencer par celle des entreprises ». Mais on regrettera, une fois encore, que le Parti socialiste européen n'ait pas pu reprendre cette orientation dans son *Manifesto*, ce qui signifie qu'il n'existe même pas d'accord entre les sociaux-démocrates européens sur ce point essentiel. Le travail politique reste donc largement à mener : ne faisons pas croire, lors de ces élections, qu'il se mettra naturellement en route. Ce serait enclencher une nouvelle fois la machine à désillusions européennes.

Un nouveau modèle de développement ?

Tout cela doit avoir un but ultime pour les Européens : permettre l'émergence d'un nouveau modèle de développement pour nos sociétés, comme nous avons su le faire après guerre, en posant quelques grands principes d'organisation économique, politique, industrielle et sociale.

Ce nouveau modèle devra assurer sa durabilité environnementale, en *convertissant* nos sociétés en des organisations écologiquement viables (il s'agit réellement d'une *conversion*, touchant toutes leurs facettes). Il devra aussi garantir sa durabilité économique. Depuis vingt ans, l'augmentation des salaires n'est plus corrélée à l'augmentation de la productivité : les salaires stagnent alors que la productivité continue à augmenter, incitant les ménages à s'endetter pour consommer. C'est là une des origines de l'économie de la dette qui explose aujourd'hui. Il s'agit moins d'une question de répartition de la valeur ajoutée entre capital et travail, sur laquelle l'État n'a que peu de prise, que d'un problème de redistribution à l'intérieur

même de la part des salaires : les très hauts revenus explosent, phagocytent toutes les hausses de salaire et font peser une lourde pression sur les salaires médians qui, eux, stagnent, voire régressent. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dans un récent rapport, relevait ainsi que les inégalités de revenus se sont renforcées partout dans le monde depuis trois décennies. L'Organisation internationale du travail (OIT) s'alarme pour sa part de la hausse démesurée des salaires des dirigeants, pointant qu'« aux États-Unis par exemple, entre 2003 et 2007, la rémunération des directeurs généraux a augmenté en termes réels de 45 %, comparée à moins de 3 % pour le travailleur moyen », le tout pour « des effets très modérés, voire inexistantes sur la performance des entreprises²⁷ ». Même le *Financial Times* s'interroge sur le degré d'inégalités acceptables en notant que, « aux États-Unis, les inégalités sont à leur plus haut niveau depuis la pire des années, 1929²⁸ ».

27. *Rapport sur le travail dans le monde 2008. Les inégalités de revenu à l'épreuve de la mondialisation financière*, OIT, octobre 2008.

28. *Financial Times*, 8 avril 2008.

La question d'une régulation fiscale de la répartition des revenus, par exemple par des taxations désincitatives au-delà d'un certain multiple du Smic ou au-delà d'un écart de revenus trop important au sein d'un même groupe, devra nécessairement se poser. Là encore, la gauche devrait porter ce discours avant que la droite ne le préempte en ses termes et à ses conditions.

Répondre à ces déséquilibres n'est pas seulement moral, c'est aussi vital politiquement. Aucun modèle économique et social ne pourra durer sans cela. Un sondage de la BBC réalisé dans 34 pays fin 2008 montre que les évolutions économiques de ces dernières années n'ont pas été perçues par les deux tiers des populations comme justement partagées. Ce taux monte à près de 80 % en France. Or, comme le note justement l'OIT, « les conflits sociaux se multiplient quand les inégalités sont ressenties comme excessives. Le soutien de l'opinion aux politiques de croissance s'érode si les catégories à bas salaire et les classes moyennes pensent que ces politiques font peu de chose pour améliorer leur situation alors qu'elles bénéficient

aux catégories les mieux rémunérées²⁹ ». De fait, certaines données sont alarmantes. L'OCDE s'inquiète de ce que, dans tous les pays qu'elle a étudiés, « la pauvreté des enfants a augmenté et se situe aujourd'hui au-dessus de la moyenne générale », ce qui est particulièrement préoccupant lorsqu'on sait qu'un cadre de vie décent est pour l'enfant « un déterminant clé de la vie qu'ils auront une fois parvenus à l'âge adulte ». Une agence des Nations unies s'alarme pour sa part du fait que les agglomérations américaines sont devenues parmi les plus inégales du monde (l'espérance de vie des populations noires dans les villes américaines ne dépasse pas celle des habitants de certains États pauvres de l'Inde), et relève que de tels niveaux d'inégalité « mènent tout droit à des émeutes et des révoltes sociales³⁰ ».

Il faudra donc repenser les solidarités, s'engager dans des politiques de redistribution bien plus ambitieuses, reconsidérer le partage des fruits de la croissance à long terme,

29. *Rapport sur le travail dans le monde 2008...*, op. cit.

30. *Rapport 2008-2009 sur l'état des villes dans le monde*, PNUEH (ONU-Habitat).

préservé les services publics essentiels des pressions déstabilisantes du marché³¹. Beaucoup d'options sont aujourd'hui ouvertes, qui ne l'étaient pas encore tout récemment. On peut aborder des questions, proposer des solutions qui semblaient naguère incongrues. Les lignes bougent vite, très vite. À nous de savoir nous y insérer pour en profiter. Dans ce mouvement, le monde anglo-saxon prend moins de précautions que nous pour étudier des mesures drastiques : la nationalisation des banques n'est plus un sujet tabou aux États-Unis, les revenus des patrons sont plafonnés. Ne nous y trompons pas : lorsque les États-Unis auront décidé d'imposer des réglementations économiques et sociales et d'engager massivement leur puissance publique pour développer de nouvelles industries, en utilisant tous les moyens à leur disposition, il faudra leur courir après. Nous risquerons alors de faire figure de dérégulateurs et de libéraux attardés.

31. Déjà en... 1900, Léon Walras notait dans ses *Éléments d'économie politique pure* que « le principe de libre concurrence, applicable à la production des choses d'intérêt privé, ne l'est plus à la production des choses d'intérêt public » !

CONCLUSION

Ce que les Européens arriveront à impulser durant cette période sera décisif pour l'avenir de nos sociétés. S'ils se forgent une vision à peu près commune de ce que pourraient être les grands équilibres du monde de demain, leur parole peut avoir du poids. S'ils se contentent d'un strapontin, il ne leur restera qu'à tenter de gérer au mieux, pour eux, ce qui aura été décidé par d'autres, avec le risque de se retrouver broyés entre des États-Unis reprenant la main et réimposant une frontière technologique sur les investissements des trente prochaines années, et des pays émergents qui seront devenus des nouvelles puissances industrielles, riches, capables de développer et de racheter des technologies, tout en gardant un faible coût du travail.

Là réside la vraie clé de la sortie de crise, dans la capacité (ou non) des Européens à imaginer les équilibres économiques futurs, à penser une stratégie de développement et à préparer les sociétés de demain. Si les Européens ne

cherchent pas à maîtriser collectivement leur avenir, s'ils préfèrent s'abandonner aux régulations spontanées, à la main invisible et à la chance pour trouver une nouvelle voie de développement (ou, pire, aux stratégies non coopératives au détriment de l'Union), s'ils s'abandonnent aux actions désordonnées, au manque de courage politique, à l'absence de vision, à la peur, comme le dit Robert Castel, de « domestiquer le marché, ce qui ne se réduit nullement à le moraliser : lui imposer des limites, l'encadrer par des droits, et rééquilibrer les profits du capital par les exigences de justice sociale et de solidarité³² », alors ils prendront le risque de plonger collectivement dans le chaos.

Notre avenir se jouera sur notre capacité ou non à nous mouvoir maintenant, à influencer les rapports de force dans un monde en pleine mutation, et à poser quelques jalons pour notre développement futur. Nous accorder sur une vision du monde et sur les équilibres que nous

32. Robert Castel, « Le glas a sonné pour le libéralisme sauvage », *Le Monde*, 28 février 2009.

souhaitons donner à nos sociétés dans les prochaines années n'est pas hors de portée. Ce n'est pas une invention radicale. Ce n'est même pas l'héroïque grand soir. C'est juste reprendre le chantier où nous l'avons laissé quelque part dans les années 1980, et relancer des projets de coopération, sinon d'intégration, dans les domaines de la politique industrielle, de la recherche, de l'énergie, de l'environnement, dans le cadre actuel de l'Union ou parallèlement à celle-ci. Si nous nous enfermons dans l'impuissance, nous risquons de le payer très cher.

LES ESSAIS DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GILLES FINCHELSTEIN
RÉDACTEUR EN CHEF : LAURENT COHEN

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW
RÉALISATION : REFLETSGRAPHICS

FONDATION JEAN-JAURÈS
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
TÉLÉPHONE : 01 40 23 24 00
TÉLÉCOPIE : 01 40 23 24 01
COURRIEL : fondation@jean-jaures.org
SITE INTERNET : www.jean-jaures.org

Henri Nallet
avec la collaboration de Clément Abélamine

D'un monde à l'autre

La crise appelle une redéfinition totale de notre modèle de développement – le monde que nous connaissons a vécu.

Henri Nallet lance ici un cri d'alarme : du pilotage politique de ce moment charnière dépendent pour longtemps les orientations futures de nos sociétés. L'Europe n'a pas droit à la timidité : elle doit relancer les coopérations stratégiques, se mettre d'accord sur le monde qu'elle veut et se battre pour le défendre.

Faute de quoi, l'Union Européenne sortira durablement affaiblie de la crise, à la remorque des Etats-Unis relancés et des pays émergents consolidés.

www.jean-jaures.org

ISBN : 2-910461-77-7

4 €